

Jean Bianconi veut en finir avec le mythe Legorjus

Mathieu Kassovitz dans la peau de Philippe Legorjus aux côtés de Jean Bianconi incarné à l'écran par Alexandre Steiger (Photo UGC distribution)

La rédaction de GazetteInfo avait dernièrement contacté Jean Bianconi, ancien substitut du procureur de la République à Nouméa à l'époque de la prise d'otage d' Ouvéa en 1988. Évènements durant lesquels il joua un rôle essentiel. Nous souhaitons le faire réagir sur la version que Mathieu Kassovitz nous livre à travers son dernier film *L'ordre et la morale* . N'ayant pas encore visionné le film au moment de notre demande, ce dernier n'avait pas souhaité s'exprimer sur le sujet. C'est aujourd'hui chose faite. Depuis sa paisible retraite, l'ancien magistrat nous donne son témoignage dans une longue lettre ouverte que nous publions en exclusivité et en intégralité.

« Dans une interview publiée dans le journal Nice-Matin du 11 septembre 2011, Mathieu Kassovitz, réalisateur du film « L'Ordre et la Morale » sur l'attaque, en avril 1988, de la gendarmerie de Fayaoué (Nouvelle-Calédonie) au cours de laquelle quatre gendarmes étaient tués et 27 autres pris en otages, admettait « avoir choisi de raconter l'histoire du point de vue du négociateur du GIGN le commandant Legorjus. »

Après avoir vu le film de Mathieu Kassovitz tiré du livre de Philippe Legorjus « La Morale et l'action », et pris connaissance des débats, articles de presse et commentaires qui ont entouré la sortie de ce film, il me semble nécessaire de porter à la connaissance de tous ceux qui s'intéressent encore à ces événements quelques éléments d'information qui leurs permettront, je l'espère, de se faire une plus juste opinion des circonstances exactes de cette tragédie et de celui qui s'en veut le 'personnage central'.

Les faits...

Philippe Legorjus et moi-même avons été retenus prisonniers dans la grotte d'Ouvéa dans la matinée du 27 avril 1988 dans les circonstances suivantes.

Envoyé sur place par le Procureur général qui voulait être tenu directement informé des opérations de recherche entreprises à la suite de l'attaque de la gendarmerie de Fayaoué au cours de laquelle quatre gendarmes étaient tués et 27 autres pris en otage je rencontrais Philippe Legorjus au PC du Général Vidal à Gossanah. Après une première tentative infructueuse d'approche de la grotte, suivant la prise en otage du lieutenant Destremeau dans l'après-midi du 26 avril 1988, Philippe Legorjus décidait de revenir sur les lieux le lendemain matin.

Parvenus aux abords de la grotte nous étions accueillis par des coups de feu. Philippe Legorjus essayait vainement d'entrer en contact avec les ravisseurs au moyen d'un porte-voix. Face au blocage de la situation, je demandais à Legorjus de me laisser parler aux Kanaks, prenais le porte-voix et proposais de venir jusqu'à eux pour écouter leurs revendications et amorcer un dialogue avec les autorités. Alphonse Dianou, qui était le chef du groupe de ravisseurs, après quelques hésitations, donnait son accord et autorisait deux anciens de la tribu de Gossanah à me conduire jusqu'à lui. Il demandait qu'à cette occasion de l'eau, dont ils étaient pratiquement privés depuis plusieurs jours, leur soit apportée.

Contrairement à la version donnée par Philippe Legorjus – et reprise dans le film -, cette entrée dans la grotte ne s'est pas faite de ma part de façon spontanée et irréfléchie mais après un dialogue assez long et tendu avec Alphonse Dianou qui nous tenait sous la menace de ses armes. Pour une raison inexpliquée, et à laquelle seul Philippe Legorjus peut répondre, celui-ci décidait brusquement de nous suivre alors que nous étions déjà engagés sur le chemin conduisant à la grotte tout en me disant que c'était « une connerie ». Il prétendra, et écrira plus tard, que son « instinct l'avait poussé à me protéger à tout prix ». Je pense pour ma part que cet homme, à l'ego démesuré, a tout simplement craint de se faire 'voler la vedette' d'un premier contact avec les ravisseurs. En voulant imposer sa présence à Alphonse Dianou, en méconnaissance totale de la coutume mélanésienne, Philippe Legorjus a commis une erreur de jugement qui aurait pu être fatale à six de ses hommes. Gilbert Picard, dans son livre 'L'affaire d'Ouvéa' (page 44) n'a pas manqué de relever cette erreur d'appréciation de Legorjus qui lui sera reprochée par la suite par ses hommes. Quant au capitaine Barril, dont nul ne peut mettre en doute le courage et la compétence en la matière, dans son ouvrage 'Guerres secrètes à l'Elysée', il écrit (pages 296 et 297) que : « Philippe Legorjus s'est fait capturer bêtement il a réussi ce que nous (lui et Prouteau) avions toujours su éviter : faire prendre des gendarmes en otages. » La vue de Philippe Legorjus vêtu d'un treillis militaire déchaînait la colère d'Alphonse Dianou qui faisait extraire de la grotte un gendarme et menaçait de le faire exécuter si celui-ci ne faisait pas venir à ses cotés les hommes qui l'accompagnaient.

« Legorjus a tout simplement craint de se faire 'voler la vedette' d'un premier contact avec les ravisseurs »

A l'appel de leur chef six hommes décidaient de le rejoindre, dont son adjoint, le capitaine Jean-Pierre PICON. Les six GIGN étaient conduits, menottés deux par deux, au fond de la grotte. Alors que nous étions retenus, menottés à l'entrée de la grotte, à l'écart des autres otages, Philippe Legorjus retournait habilement la situation en sa faveur en exploitant au mieux un incident survenu dans la nuit du 27 au 28 avril. Des coups de feu tirés par des militaires aux abords de la tribu de Gossanah mettaient en émoi les ravisseurs qui menaçaient de s'en prendre aux otages. Philippe Legorjus déclarait alors à Alphonse Dianou qu'il avait des contacts au plus haut niveau de l'Etat et qu'il pouvait intervenir auprès du général Vidal afin qu'il retire ses troupes positionnées entre la grotte et la tribu de Gossanah. Alphonse Dianou se laissait convaincre et relâchait Philippe Legorjus qui partait dans la nuit rejoindre le PC du général. Il revenait dans la matinée pour aviser Alphonse Dianou du succès de son intervention auprès du général et lui proposait de poursuivre ses efforts de médiation. Alphonse Dianou acceptait cette proposition et Philippe Legorjus repartait porteur d'un message rédigé à la hâte par moi-même à l'intention de mon ami Frank Wahuzue à qui je demandais de venir sur place et d'intervenir auprès de ses amis indépendantistes pour qu'une solution pacifique soit trouvée. Alphonse Dianou désignait pour sa part Nine Wea, responsable politique FLNKS, comme contact et intermédiaire à la tribu de Gossanah.

De ce jour, et jusqu'à la libération des otages, Philippe Legorjus ne devait plus jamais revenir à la grotte et n'avait plus, par conséquent, aucun contact personnel et direct avec Alphonse Dianou si ce n'est de façon ponctuelle par radio.

Ce premier geste de bonne volonté d'Alphonse Dianou était suivi d'un autre le même jour. Alphonse Dianou acceptait que je transporte à l'extérieur de la grotte avec l'aide d'Antonin – jeune kanak violemment maltraité la veille pour avoir conduit le lieutenant Destremeau jusqu'à la grotte -, un gendarme victime d'un malaise. Conformément à ma promesse je revenais porteur d'eau et de nourriture pour les ravisseurs et otages. Antonin, craignant pour sa vie, s'enfuyait pour ne plus revenir, en dépit de la parole donnée.

Après le retrait des troupes à Saint Joseph, où le général Vidal avait installé son PC, la tension s'apaisait quelque peu dans la grotte.

Un va- et -vient quotidien s'instaurait entre la grotte et les gens de la tribu de Gossanah, qui nourrissaient ravisseurs et otages à midi tandis que moi-même me rendais chaque après-midi au PC du général d'où je ramenaient, pour tous, médicaments et nourriture pour le repas du soir.

Cette situation aurait pu durer quelques temps si un événement imprévu et particulièrement inquiétant n'était venu troubler la quiétude ambiante.

A l'occasion d'une visite à la grotte de gens de la tribu de Gossanah certains reconnaissaient parmi les GIGN menottés au fond de la grotte l'un d'eux, Jean-Guy Pichegru, comme étant l'auteur de coups portés à des anciens de la tribu pendant les opérations de recherche. Il était aussitôt conduit, menotté à son binôme, en haut de la plateforme donnant accès à la grotte, mis en joue par Hilaire Dianou, ivre de fureur, qui menaçait de le tuer.

Je m'interposais et suppliais Hilaire Dianou de n'en rien faire en lui faisant valoir le caractère sacré des lieux. J'étais aidé en cela par les anciens de la tribu, Samy Ihage, gendarme mélanésien pris par deux fois en otage, qui sera d'un précieux réconfort pour les otages tout au long de leur détention, et Martial, plus spécialement chargé de la surveillance rapprochée des GIGN, qui s'est toujours conduit correctement à leur égard.

« La tension s'apaisait quelque peu dans la grotte »

L'incident se terminait heureusement mais la crainte inspirée aux otages du GIGN par Hilaire Dianou, qui descendait régulièrement au fond de la grotte les menacer de mort et les bousculer, était telle qu'à compter de ce jour plusieurs d'entre ne devaient plus ressortir de la grotte – même pour leurs besoins naturels – jusqu'à leur libération.

La découverte par les ravisseurs, dans un sac abandonné par un militaire du GIGN au moment de sa reddition – outre une quantité impressionnante de matériels ultramodernes : lunettes de vision nocturne, revolvers de tireurs d'élites sur trépied...- d'une liste de membres du GIGN sur laquelle figurait le nom de Jean-Pierre Picon, qui avait commandé le peloton chargé d'éliminer Eloi Machoro en janvier 1985, ne leur laissait plus aucun doute sur la qualité de ces nouveaux otages parmi lesquels ils pensaient détenir Picon, et ajoutait encore à la menace pesant sur leur tête tant le risque était grand de voir celui-ci exécuté s'il venait à être identifié.

Sur l'instrumentalisation de Philippe Legorjus et le fait qu'il était sur le point d'aboutir à la libération des otages par la négociation...

Contrairement à ce qu'affirment Mathieu Kassovitz et Philippe Legorjus, qui s'efforcent de faire passer Bernard Pons et le général Vidal pour des bellicistes forcenés, l'autorisation de prendre contact avec Franck Wahuzue était

aussitôt donnée à Philippe Legorjus par Bernard Pons qui donnait également instruction au général Vidal de suspendre momentanément les opérations d'intervention. Un hélicoptère était mis à disposition de Legorjus pour se rendre à Lifou où il rencontrait Franck Wahuzue qui promettait de faire de son mieux mais se montrait très réservé sur une intervention des membres du Bureau politique du FLNKS.

Si il affirme aujourd'hui le contraire, Philippe Lejorjus, l'ancien patron du GIGN, réfutait à l'époque toutes d'exécutions sommaires commises par les militaires après l'assaut de la grotte d'Ouvéa (Photo DR)...

Franck Wahuzue me dira plus tard « qu'il n'avait pas eu l'autorisation de se rendre à la grotte, le Bureau politique du FLNKS considérant que chaque comité de lutte était maître de ses actions et décisions. »

Cette position, que j'ignorais bien évidemment au moment où j'ai fait appel à Franck – tout comme j'ignorais que celui-ci avait fait partie de la délégation indépendantiste chargée de repérer les lieux quelques jours avant l'attaque de la gendarmerie -, condamnait par avance toute possibilité pour Legorjus de libérer les otages par le dialogue et la négociation.

Le rejet par Alphonse Dianou, en des termes qui ne peuvent être rapportés ici, de rencontrer l'archevêque de Nouméa qui s'était proposé comme médiateur, le fait que le lieutenant Destremeau et moi-même ayons été retenus prisonniers dans la grotte après y être entrés avec son accord pour amorcer le dialogue alors que la loyauté aurait voulu qu'il nous relâche après avoir exprimé ses revendications, le refus catégorique d'Alphonse de faire un nouveau geste d'apaisement en libérant les gendarmes mobiles, très fatigués après leur enlèvement à Fayaoué, et que je lui réclamais tous les jours, mes propres démarches auprès des coutumiers de la tribu de Gossanah et de Nine Wea – qui souhaitaient sincèrement une solution négociée – pour qu'ils interviennent en ce sens auprès d'Alphonse, ne peuvent que renforcer cette conviction.

Parmi nos ravisseurs, si tous regrettaient le massacre des gendarmes à Fayaoué, qu'ils n'avaient pas voulu, ni même envisagé, beaucoup rejetaient l'idée de se rendre et d'aller en prison – m'opposant 'le verdict du procès de Hienghène'-, et considéraient qu'ils n'avaient rien à attendre d'une justice aussi 'pourrie'.

« Parmi nos ravisseurs, si tous regrettaient le massacre des gendarmes à Fayaoué, beaucoup rejetaient l'idée de se rendre et d'aller en prison »

Ce blocage de la situation n'échappait pas à Philippe Legorjus, qui, très vite conscient de l'inanité de ses efforts et du refus du FLNKS de répondre à ses appels, me suggérait, dès notre première rencontre à Saint Joseph, en présence du colonel Benson, peu après la menace d'Hilaire Dianou d'exécuter Pichegru, d'introduire dans la grotte un moyen de défense des otages.

Je repoussais tout d'abord cette suggestion, considérant cette demande comme contraire à mon éthique de magistrat. Ne voulant en aucun cas participer à une action de force contre les kanaks, j'acceptais seulement de faire passer une montre et deux clefs de menottes pour soulager les souffrances des GIGN qui étaient sévèrement menottés et gardés au plus profond de la grotte.

Cette demande d'armer les otages était reprise par Philippe Legorjus dans l'après-midi du 3 mai. Il me faisait valoir, toujours en présence du colonel Benson, que j'étais le seul en mesure d'agir pour protéger la vie des otages pendant l'assaut militaire qu'il me présentait désormais comme inéluctable.

Je précise qu'à aucun moment Bernard Pons ou le général Vidal ne sont intervenus dans le cours de ces discussions.

Conscient du péril encouru par les otages en cas d'assaut de la grotte, je me résignais à cette solution tout en prenant ma part de responsabilité et de risque, une fois l'assaut décidé, en restant à leur côté jusqu'au bout. Fort heureusement ces deux armes servaient uniquement à repousser les tentatives de nos ravisseurs de se saisir de comme boucliers humains alors que nous étions réfugiés dans un coin obscur de la grotte pendant tout le temps de l'assaut. Quatre balles sur les dix contenues dans les barillettes des deux petits révolvers étaient tirées par les deux GIGN mis en possession de ces armes.

Sans remettre en cause la volonté sincère de Philippe Legorjus de négocier j'ai peine à croire qu'il ait pu s'impliquer autant dans la préparation de l'assaut de la grotte sans avoir été intimement convaincu de la nécessité de cette intervention dont il soulignait l'urgence une fois les armes rentrées dans la grotte.

En réalité Philippe Legorjus n'a jamais été en mesure de résoudre la libération des otages par la négociation et il est tout à fait faux d'énoncer, comme le fait Mathieu Kassovitz dans l'interview qu'il donne au journal Nice-Matin, le 11 septembre 2011, que Legorjus «croit dur comme fer qu'il va arriver à résoudre le problème par la négociation, alors que la décision de donner l'assaut a déjà été prise, et qu'on ne fait que l'instrumentaliser. » Pour s'en

convaincre il suffit de se référer à ses propres écrits 'La morale et l'action'(page 272), où il parle « d'ultime déception » après qu'il ait vainement cherché à joindre, une dernière fois, avant l'assaut final, les responsables du mouvement indépendantiste, pour leur demander de convaincre Alphonse Dianou de se rendre.

Quant à la médiation Pisani, qui peut croire un instant qu'elle aurait reçue l'accueil enthousiaste d'Alphonse Dianou et de ses amis indépendantistes alors que celui-ci est à leurs yeux le responsable politique de '*l'assassinat*' d'Eloi Machoro.

Les exécutions sommaires après l'assaut...

Plus graves sont les allégations « d'exécutions sommaires » après la reddition des preneurs d'otages proférées par Philippe Legorjus.

Contrairement au rôle qui m'est prêté dans le film je ne suis jamais intervenu pour « arrêter le massacre ». Je suis sorti de la grotte par la cheminée latérale en même temps que tous les otages et après la fin des opérations d'assaut. Plus aucun coup de feu n'a été tiré en ma présence et celle du général Vidal aux cotés duquel je me trouvais à compter de cette sortie. Je suis par contre intervenu auprès des militaires qui avaient rassemblé indistinctement dans un coin du cratère ravisseurs, porteurs de thé et anciens de la tribu de Gossanah, et même s'en prenaient à leur collègue mélanésien Samy Ihage, pour faire mettre à part ces derniers. J'intervenais à nouveau, au cours de l'après-midi, pour faire cesser des brimades à l'encontre des 'porteurs de thé' alors qu'ils étaient gardés, mains sur la tête et à genoux, dans une salle de l'école à Saint Joseph.

La mort d'Alphonse Dianou pose par contre un problème d'une toute autre gravité. Dans les minutes qui ont suivi notre sortie de la grotte je me suis longuement entretenu avec lui alors qu'il était allongé sur une civière, perfusé, un pansement au genou, son casse-tête fétiche entre les bras. A ma question de savoir pourquoi il n'avait pas rendu les armes dès le premier assaut, ce qui aurait préservé la vie de plusieurs de ses compagnons, Alphonse m'a rappelé sa détermination totale à aller « jusqu'au bout de son engagement ». J'ai pu constater, avant de le quitter pour rejoindre les officiers de police judiciaire chargés des premières constatations, qu'il avait toute sa lucidité et que sa blessure, pour grave qu'elle soit, ne semblait pas mettre sa vie en danger. Il n'est pas contesté, et l'enquête de commandement l'a établi, que des actes d'une extrême violence ont entraîné sa mort pendant son transport vers l'hôpital, après qu'il ait reçu les premiers soins que nécessitait son état.

« Il n'est pas contesté, et l'enquête de commandement l'a établi, que des actes d'une extrême violence ont entraîné la mort d'Alphonse Dianou pendant son transport vers l'hôpital »

Hormis ces faits condamnables je n'ai pas constaté d'exécutions sommaires après la fin des opérations d'assaut et ne peut donc me prononcer sur la véracité de ces allégations.

J'observe toutefois que les récentes déclarations de Philippe Legorjus, qui met en cause « des hommes du 11^{ème} choc et un gradé de l'EPIGN » dans ces exécutions, (journal Le Monde du 3/11/2011) sont en totale contradiction avec celles qu'il tenait le 12 mai 1988 dans une interview au journal Les Nouvelles Calédoniennes où il rendait un pseudo hommage aux « morts kanaks, tous tombés les armes à la main. »

Si, comme il le déclare aujourd'hui, « les débriefings ont bien montré qu'il y avait eu exécutions », il se devait de dénoncer immédiatement les auteurs de ces exécutions – GIGN ou autres – et ne peut regretter hypocritement aujourd'hui un défaut de sanction des « dérapages des forces de l'ordre » auquel il a contribué par son silence (voir interview du 3/6/2011 aux Nouvelles-calédoniennes.)

La Morale de ce film...

Je ne reproche pas à Mathieu Kassovitz de mêler dans son scénario faits avérés et fiction, et de prêter au '**héros de son film**, et '**pour sa plus grande gloire**' une stature morale et héroïque qui ne peut que faire sourire ceux qui ont servi sous ses ordres à Ouvéa.

Je lui reproche, en revanche, dès lors qu'il prétend avoir voulu « approcher de la vérité » (Paris Match du 2/11/2011), de n'avoir pas pris plus de distance avec la version des faits qui lui a été servie par Philippe Legorjus.

Où est la morale lorsque la version des faits qui nous est donnée aujourd'hui est aussi éloignée de la vérité. **Faux** la libération des otages sur le point d'aboutir par la négociation. Mais **faux**, également, le revolver pointé sur la tête de Philippe Legorjus et les coups portés par Lavello et Hilaire pour l'obliger à faire venir six de ses hommes ; c'est un gendarme qui était face au fusil d'Hilaire, mais ni Legorjus ni moi n'avons été directement menacés. Le discours d'accueil d'Alphonse Dianou a été particulièrement rude et exalté mais il n'est pas nécessaire d'en rajouter. Hilaire

Dianou, comme tous ses compagnons, s'est toujours comporté correctement à mon égard comme à l'égard de Legorjus pendant le peu de temps où il est resté dans la grotte. **Faux** le transport par Philippe Legorjus d'un gendarme à l'extérieur de la grotte. **Faux** encore les allers et retours de Philippe Legorjus entre le PC du général et la grotte. **Faux** les critiques portées à l'encontre des politiques. **Faux** la proposition par Alphonse de faire venir des journalistes dans la grotte ; ce n'est pas Alphonse Dianou mais Legorjus qui a proposé par radio la venue de journalistes par hélicoptère dans la grotte pour, soi-disant, lui permettre d'exprimer ses revendications mais, en réalité pour masquer l'arrivée des forces de l'ordre. **Faux**, enfin, l'interdiction par Bernard Pons à Legorjus de retourner dans la grotte. Ce n'est pas le ministre (Gilbert Picard 'L'affaire d'Ouvéa', page 128) qui a pris cette initiative mais Legorjus qui l'a sollicitée « craignant pour sa vie s'il retournait dans la grotte. »

Mathieu Kassovitz qui prête avec talent sa voix à l'évocation de grands moments de l'histoire de la deuxième guerre mondiale devrait savoir qu'il est du rôle de l'historien de se démarquer des assertions non corroborées par les faits.

Si les scènes jouées par les acteurs mélanésiens, la coutume en particulier, sonnent justes et retracent bien l'état d'esprit qui était celui des gens de la tribu, soucieux de trouver une issue pacifique, et même celui de nos ravisseurs, dépassés par l'ampleur de l'événement, le film pousse jusqu'à la caricature l'opposition bons kanaks, gendarmes respectueux de la loi, méchants militaires. Les menaces quotidiennes contre les otages GIGN, la fatigue et l'angoisse des gendarmes détenus depuis plus de dix jours, sont soigneusement oubliées. De même les coups de feu tirés dans notre direction pendant l'assaut et les vociférations d'Alphonse, plusieurs fois répétées, que nous mourions tous avec lui au fond de la grotte.

« Le film pousse jusqu'à la caricature l'opposition bons kanaks, gendarmes respectueux de la loi, méchants militaires »

Quant aux supposées tactiques politiciennes de Mitterrand et Chirac, qui seraient la raison profonde de la décision de donner l'assaut, elles n'ont jamais effleuré l'esprit des otages. Pour ma part je n'ai jamais eu le sentiment que cette décision avait été l'enjeu d'un combat politique, et que Bernard Pons et le général Vidal n'avaient d'autre préoccupation que de trouver – avec le moins d'effusion de sang possible – le moyen de libérer au plus vite les otages, compte tenu de l'impasse dans laquelle se trouvaient les négociations et le danger permanent qu'encouraient les GIGN. Le film ne prend pas assez en compte, également, un aspect primordial à mes yeux, la détermination absolue d'Alphonse Dianou à libérer les otages au jour de la signature de l'indépendance kanake socialiste. Il n'était pas question pour lui de se faire « bluffer » comme Eloi Machoro, à qui Jean-Marie Tjibaou avait demandé de lever les barrages au prétexte que des négociations allaient s'engager. Seul le rapport de force pouvait, selon lui, obliger les gouvernants à signer l'indépendance.» Livré à lui-même, incapable d'apprécier la gravité de la situation faute d'informations extérieures, enfermé dans son délire d'indépendance, persuadé qu'il ferait « plier la troisième armée du monde » et « obligerait Mitterrand à venir signer l'indépendance de la kanakie dans la grotte », Alphonse Dianou, qui se sentait lâché par le FLNKS, n'était plus accessible à l'idée de négociation. Prêt à mourir pour ses convictions, il l'a prouvé en refusant de se rendre jusqu'aux derniers instants de l'assaut et ne l'a fait qu'à la demande, plusieurs fois renouvelée, de ses compagnons.

L'histoire d'Ouvéa – la vraie -, pas celle réécrite par Legorjus, n'est pas aussi simple et méritait mieux qu'une critique préconçue et à charge des seuls responsables politiques et militaires de cette opération. Quelle que soit la sympathie que l'on porte à la cause canaque la vérité oblige à dire que les kanaks, le bureau politique du FLNKS – comme tous ceux qui y ont été impliqués à un titre ou à un autre – ont aussi leur part de responsabilité dans cette tragédie.

Mathieu Kassovitz aurait été mieux inspiré de suivre le conseil du professeur Jean Guiart qui, à la suite de la parution de l'ouvrage du général Alain Picard 'Ouvéa quelle vérité ?', écrivait à l'auteur, « après un commentaire acéré du livre », que son récit « aidera à rééquilibrer les jugements futurs sur l'affaire d'Ouvéa...Je le recommande à la lecture de la nouvelle génération indépendantiste, afin qu'elle apprenne que tout n'est pas toujours, seulement en blanc et noir (page 335).»

On pouvait, par contre, attendre un plus de rigueur morale, de discrétion et de modestie de la part de Philippe Legorjus qui, contrairement à ses grands anciens ou successeur : Prouteau, Barril, Favier, n'a pas assumé son rôle d'officier, en se mettant à la tête de ses hommes. Contrairement au rôle qu'il se donne dans le film ce n'est pas lui, mais le lieutenant-colonel Doucet qui dirige le premier assaut, et c'est le lieutenant Thimothée qui est à la tête du GIGN à cet instant.

Dans l'interview du 3 juin 2011 donnée aux Nouvelles calédoniennes Philippe Legorjus déclare « qu'il a « des sentiments confus sur cette partie du film, sur la façon dont j'accompagne l'assaut » On peut comprendre 'la gêne' qui est la sienne à s'exprimer sur ce point, lorsqu'on sait qu'il s'est prudemment tenu à l'arrière du front lors de cette première tentative de délivrance des otages.

Quant à sa participation au deuxième assaut, le général Vidal, moins 'confus', écrit dans son ouvrage 'Grotte d'Ouvéa' (page 130) qu'il n'avait « jamais su ce qu'il avait vraiment fait à Saint Joseph sauf qu'il avait pris une longue douche... et que son sentiment, partagé par d'autres, est qu'il ne souhaitait pas participer à un deuxième assaut. »

« J'ose espérer que Philippe Legorjus aura la décence de reverser aux familles des victimes – toutes les familles – les royalties qu'il ne manquera pas de tirer de cette exploitation honteuse »

Les commandants Doucet et Jayot du 11ème choc et du commando Hubert, le colonel Laurent Thimothée, à l'époque lieutenant, qui a conduit le premier assaut à la tête des GIGN et a été gravement blessé à la tête, le chef Grivel, aujourd'hui capitaine, lui aussi sérieusement blessé, et bien d'autres encore, GIGN ou militaires des forces spéciales qui ont participé à ces deux assauts, auraient sans doute beaucoup à dire, s'ils n'étaient tenus au devoir de réserve, sur 'la façon' dont le capitaine Lergorjus – qui aura été, quand même, le seul à gagner des galons dans cette affaire -, a effectivement 'accompagné' l'assaut. Le témoignage du chef Michel Lefevre, qui a conduit le deuxième assaut, est à cet égard édifiant (Fayaoué magazine n°85).

Lors des différents 'débriefings' qui ont suivi le retour à Satory du GIGN Philippe Legorjus refusera toujours de s'expliquer sur ses choix de ne pas faire reculer le groupe lors du premier contact avec les ravisseurs – qui aura les conséquences que l'on sait pour Picon et ses cinq compagnons -, de ne pas faire venir en renfort leurs camarades en attente à Nouméa, son '**absence**' pendant l'assaut, se contentant de dire à ceux qui demandaient des explications « si vous n'êtes pas d'accord vous pouvez venir signer votre démission dans mon bureau. »

Il est consternant de constater que cet homme, assoiffé de notoriété, qui se rêvait dès les premiers instants de notre captivité, '*en préfet, décoré de la légion d'honneur, qui allait écrire un livre*', qui se veut la conscience morale de cette opération militaire, cherche à exploiter pareille tragédie, dans le seul but de revenir sur le devant de la scène et régler ses comptes personnels.

C'est faire peu de cas de la mort de l'adjudant-chef Georges Moulié et des gendarmes Edmond Dujardin, Daniel Leroy et Jean Zawadzki, et des blessures graves portées au lieutenant Jean Florentin lors de l'attaque de la brigade de gendarmerie de Fayaoué ; de la mort au combat de l'adjudant Pedrazza et du soldat Veron, et de tous ceux qui ont risqué leur vie pour libérer les otages.

J'ose espérer qu'il aura la décence de reverser aux familles des victimes – toutes les familles – les royalties qu'il ne manquera pas de tirer de cette exploitation honteuse.

Sous les apparences d'une opération « Vérité sur Ouvéa » ce film ne donne qu'une vision partielle et inexacte des faits qui ne servira pas la cause de la réconciliation entre les communautés et portera un coup terrible à toutes les familles des victimes : gendarmes, militaires du 11ème choc tombés lors de l'assaut, kanaks, qui voient ainsi ravivée une douleur que seul le temps peut apaiser.

Il aura malheureusement fallu ce drame, qui marquera à jamais l'histoire de la Nouvelle-Calédonie, pour faire prendre conscience – à tous – que des concessions étaient nécessaires et rétablir le dialogue entre les communautés. Puissent ce dialogue et la réconciliation entre les communautés persister quel que soit le devenir du Territoire. »